JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DU SENAT** : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 578 61-39
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

TROISIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1973-1974

COMPTE RENDU INTEGRAL — 5° SEANCE

Séance du Dimanche 28 Juillet 1974.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

1. — Procès-verbal (p. 1049).
2. — Suspension et reprise de la séance (p. 1049).
3. — Dépôt d'un rapport (p. 1049).
4. — Radiodiffusion et télévision. — Adoption des conclusions modifiées d'une commission mixte paritaire (p. 1050).
Discussion générale: MM. Michel Miroudot, rapporteur pour le Sénat; Jacques Chirac, Premier ministre; le président; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles; Mme Catherine Lagatu, MM. Jacques Habert, Jean Filippi, Georges Lamousse, Adolphe Chauvin, Philippe de Bourgoing, Geoffroy de Montalembert.
Vote unique sur le texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par les quatre amendements du Gouvernement.
Sur l'ensemble: Mme Catherine Lagatu.
Adoption du projet de loi au scrutin public.
5. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 1058).
6. — Clôture de la session extraordinaire (p. 1058).

PRÉSIDENTE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER,
vice-président.

La séance est ouverte à onze heure dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

SUSPENSION ET REPRISE DE LA SEANCE

M. le président. L'ordre du jour appellerait la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, déclaré d'urgence, relatif à la radiodiffusion et à la télévision, mais l'Assemblée nationale n'a pas encore terminé ses travaux. Il y a donc lieu de suspendre la séance.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à onze heures douze minutes est reprise à midi.)

M. le président. La séance est reprise.

— 3 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Michel Miroudot, rapporteur pour le Sénat, un rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision.

Le rapport a été imprimé sous le n° 290 et distribué.

— 4 —

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

Adoption des conclusions modifiées
d'une commission mixte paritaire.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, déclaré d'urgence, relatif à la radiodiffusion et à la télévision [n^{os} 287, 288 et 289 (1973-1974)].

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Michel Miroudot, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, au terme de deux journées d'un travail intense et minutieux, soyez rassurés, je serai très bref.

Au prix d'un effort exceptionnel, votre assemblée a adopté le projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision en y apportant un certain nombre de modifications qui améliorent sensiblement la rédaction initiale. Le Premier ministre a aussitôt provoqué la réunion d'une commission mixte paritaire qui s'est réunie ce matin, à l'Assemblée nationale, et qui est parvenue rapidement à un accord.

Je tiens, mes chers collègues, à souligner l'esprit de compréhension et de très bonne collaboration qui a marqué le travail de la commission mixte paritaire. Le texte auquel elle a abouti confirme les orientations fondamentales auxquelles le Sénat a donné, en une suite de scrutins publics, une approbation nette et reprend également presque tous nos amendements, en tout cas l'essentiel.

Le Sénat avait clairement manifesté son désir de voir limiter les excès d'une concurrence entre les chaînes. Votre commission des affaires culturelles avait approuvé un amendement demandant que les directeurs des futures sociétés nationales se réunissent périodiquement afin d'assurer l'harmonisation des programmes. Votre assemblée était allée plus loin, puisqu'elle avait posé le principe de la complémentarité de deux des sociétés de programme; les responsables des sociétés devaient se concerter pour établir la coordination nécessaire.

La commission mixte paritaire a estimé, à une très large majorité, que le principe de la complémentarité des chaînes risquait de reconstituer à terme une structure contraignante, contraire à l'esprit de la loi. Mais elle n'a pas voulu approuver l'absence d'une concertation et elle a finalement adopté l'amendement de votre commission des affaires culturelles tendant à instituer une réunion périodique des directeurs.

En outre, la commission mixte a confirmé toutes les garanties de droit que votre assemblée entend assurer aux personnels de l'O. R. T. F.

Dans ces conditions, votre rapporteur vous demande de bien vouloir approuver le texte élaboré par la commission mixte paritaire. (*Applaudissements à droite, au centre, à gauche et sur les travées socialistes.*)

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, nous voilà donc au terme de cette discussion ou tout au moins à sa dernière phase.

La commission mixte paritaire, aux membres de laquelle je tiens à rendre un hommage tout particulier puisqu'elle s'est réunie dans des conditions difficiles, entre cinq heures et sept heures trente du matin, a donc arrêté un texte. C'est sur ce texte qui, à l'instant, vient de vous être présenté brièvement par votre éminent rapporteur, que votre Haute Assemblée va être appelée à se prononcer.

Le Gouvernement a évidemment examiné ce texte et il a été conduit à faire quelques observations.

Tout d'abord, il marque une différence sensible par rapport au texte initial présenté par le Gouvernement. En effet, l'Assemblée nationale, puis le Sénat lui ont apporté, en ce qui concerne notamment les garanties concernant les personnels, mais aussi un ensemble de dispositions intéressant la nouvelle organisation de la radio et de la télévision, un certain nombre de modifica-

tions dont, à mes yeux, la plupart améliorent le projet de loi présenté par le Gouvernement. Je dis « la plupart », parce que certaines d'entre elles, et parmi les plus importantes, n'avaient pas été souhaitées par le Gouvernement. Mais j'estime qu'une collaboration efficace et honnête entre le Parlement et le Gouvernement sur un sujet dont l'importance a été soulignée par chacun, puisqu'il concerne l'ensemble de la nation, implique, bien sûr, que le Gouvernement tienne compte le plus largement possible et dans toute la mesure où son texte n'est pas modifié fondamentalement, quant à sa philosophie ou à sa structure, des avis exprimés par les deux assemblées. C'est la raison pour laquelle je retiendrai la plupart de ces amendements.

Il en va ainsi — pour ne retenir que l'essentiel des modifications apportées — des dispositions relatives au personnel.

Il en va de même de l'amendement, voté dans cette assemblée à l'initiative de M. Filippi, sur le partage du temps d'antenne entre la majorité et l'opposition.

Il en va encore ainsi pour la création d'un nouvel établissement public, que le Gouvernement avait initialement refusée, concernant la recherche professionnelle et la conservation des archives sous la forme d'un établissement à caractère industriel et commercial, dit institut de recherches; le Gouvernement est aujourd'hui prêt à l'accepter puisque votre assemblée tient à cette création.

Il en va également de même, enfin, pour un sujet qui a donné lieu, aussi bien à l'Assemblée nationale que dans cette enceinte, à un débat important et légitime concernant la coordination en matière d'harmonisation des programmes, débat au cours duquel deux conceptions se sont en quelque sorte confrontées: l'une, celle du Gouvernement, attachée à l'indépendance totale de chacune des sociétés; l'autre, celle de votre assemblée et partagée d'ailleurs par une partie de l'Assemblée nationale, concernant la nécessité d'une harmonisation des programmes. Je pense qu'il faut dépassionner ce genre de débat et, au-delà des principes, rechercher un compromis aussi conforme que possible aux intérêts généraux dont nous avons la charge. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement acceptera la proposition de la commission mixte paritaire concernant l'obligation pour les présidents de se rencontrer périodiquement en vue d'harmoniser les programmes des différentes sociétés.

Par contre, le Gouvernement vient de déposer quatre amendements dont il souhaite que le Sénat veuille bien les prendre en considération, comme l'Assemblée nationale vient de le faire tout à l'heure.

Le premier est un amendement de forme. Il porte sur l'article 4 qui règle le sort des orchestres. Vous vous souvenez que votre assemblée avait souhaité que les orchestres de la radio et de la télévision soient, ensemble, rattachés à la société de radiodiffusion. Sur ce point, le Gouvernement a suivi le sentiment du Parlement. L'article ayant été rédigé, on s'est aperçu que son dernier alinéa comportait une erreur de forme. « Elle assure... » — il s'agit de la société nationale chargée de la radiodiffusion — « ... la gestion et le développement des orchestres existants... » — ce qui est bien ce que l'on souhaitait — et l'on précise « ... de l'O. R. T. F., tant à Paris qu'en province ». Mais, étant donné qu'à l'article 1^{er} on déclare que l'O. R. T. F. est supprimé, ce premier amendement a pour objet d'éliminer dans cet alinéa le sigle « O. R. T. F. ».

Les trois autres amendements répondent à des considérations de fond. Le premier est relatif à la publicité.

Nous avons eu, à juste titre, un débat important à l'Assemblée nationale et, hier soir, au Sénat sur ce point, et je profite de cette occasion pour confirmer les propos que j'avais tenus et les engagements que j'avais pris en réponse, d'une part, à l'intervention et aux questions posées par le président de la commission des finances, M. Edouard Bonnefous, et, d'autre part, à l'intervention du rapporteur pour avis, M. Diligent, sur l'amendement qu'il avait proposé à l'article 18.

Il était apparu, en effet, qu'il s'agissait non pas de divergence de vue entre nous, dans ce domaine, quant aux intentions et aux objectifs, mais simplement, au départ, d'une ambiguïté tenant à des calculs fournis — je dois le reconnaître — de façon erronée, parce que trop rapide, par le Gouvernement au Parlement.

Je confirme ici très nettement ce que j'ai dit hier soir en réponse à MM. Bonnefous et Diligent. D'une façon générale, le Gouvernement n'a pas l'intention, à l'occasion de ce texte de loi, d'augmenter la ponction effectuée par la télévision sur les recettes générales de publicité et, d'une façon particulière, il n'entend pas autoriser les interruptions d'émission par des spots publicitaires, ce qui serait à tous égards, comme l'a souligné M. Diligent, extrêmement fâcheux. C'est donc là un enga-

gement formel qui tiendra compte — cela va de soi — de la situation que connaît actuellement la presse écrite pour toutes les raisons que nous avons évoquées ici même à juste titre, en matière financière notamment, en une période où elle supporte des surcroîts de charges extrêmement importants, liées notamment, mais ce ne sont pas les seules, à l'augmentation excessive du prix du papier.

Enfin, le Gouvernement n'a pas l'intention d'aller au-delà du temps d'antenne actuellement affecté à la télévision pour la publicité, c'est-à-dire au-delà de trente-cinq minutes, temps qui correspond aux journées les plus chargées en matière de publicité. Il demande donc le maintien de la situation actuelle.

Sur ce point, votre Assemblée avait bien voulu reprendre l'amendement du Gouvernement limitant à 25 p. 100, comme par le passé, la proportion des recettes publicitaires par rapport aux recettes totales.

La commission mixte paritaire s'est réunie et est revenue à la formule des 33 p. 100. Sur ce plan, le Gouvernement souhaite vivement — et c'est l'objet de l'amendement n° 3 — que l'on reprenne le texte voté hier par votre assemblée.

Si nous sommes ici pour défendre les intérêts généraux et non pas pour tenir compte de tel ou tel intérêt particulier, je dois dire que les représentants de la presse — et celle-ci est liée à l'intérêt général — nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient la reprise de l'article tel qu'il avait été voté par le Sénat, c'est-à-dire avec le taux de 25 p. 100.

J'en viens enfin à la composition des conseils d'administration, qui avait également été l'objet de discussions. A l'origine, vous vous en souvenez, le Gouvernement avait prévu des conseils d'administration restreints, de façon que les responsabilités soient bien individualisées et que les auditeurs et les téléspectateurs puissent réellement connaître ceux qui ont la charge de gérer les sociétés de programme ou l'établissement public de diffusion.

Dans cet esprit, pour ce qui concerne les sociétés de programme, nous avons retenu un conseil d'administration de six membres avec deux représentants de l'Etat et, parmi les quatre autres, un parlementaire.

Votre haute Assemblée, sensible à juste titre à la nécessité de désigner un sénateur, et soupçonnant peut-être que, dans l'hypothèse où un seul parlementaire siégerait, ce ne serait pas, par définition, un sénateur, a voté un amendement ayant pour objet de porter le nombre des parlementaires à deux dans les sociétés et à quatre dans l'établissement de diffusion, étant entendu que sénateurs et députés seraient également représentés.

Nous avons longuement réfléchi à cette affaire qui ne nous a paru conforme ni à nos objectifs ni aux traditions : d'abord, il n'existe pas de tradition qui permette de distinguer parmi les parlementaires un sénateur d'un député ; ensuite, indiscutablement, il n'appartient pas au Parlement d'avoir une sorte de minorité de blocage, puisque l'on portait à huit, dans cette hypothèse, le nombre des administrateurs dans les sociétés, et d'assurer ainsi une gestion de l'O. R. T. F. qui revient en fait au conseil d'administration.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement dépose deux amendements. Le premier concerne le retour, pour les sociétés, au principe du conseil d'administration composé de six membres, dont un parlementaire. Pour l'établissement de diffusion, il a cherché un compromis en proposant qu'il y ait deux parlementaires, au lieu de quatre comme l'avait souhaité votre assemblée, ou d'un seul comme l'avait prévu le Gouvernement.

J'aimerais que cet amendement soit bien compris de votre assemblée. Il n'est pas de tout dans nos intentions de donner le monopole des décisions dans cette affaire à l'Assemblée nationale et *a fortiori* à la majorité. Dans la désignation des membres qui relèvent de la seule compétence du Parlement, il est absolument nécessaire — et pour sa part le Gouvernement s'efforcera, dans le cadre de ses moyens, d'atteindre cet objectif — de retenir alternativement, et de façon je dirai paritaire, des députés et des sénateurs, des membres de la majorité et des membres de l'opposition. C'est un choix qui devra s'effectuer au sein des deux commissions compétentes du Parlement pour la désignation de ces représentants.

Sous cette forme, le désir profond du Sénat sera, je pense, satisfait, le souci du Gouvernement le sera également et c'est la raison pour laquelle je souhaite beaucoup que ces textes soient également adoptés.

Telles sont, monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, les seules modifications que le Gouvernement a souhaité apporter au texte de la commission mixte paritaire afin de conserver la philosophie générale de son projet.

Il a souhaité *a contrario* accepter toutes les autres modifications apportées par le Sénat ou l'Assemblée nationale à ce texte, dans le cadre de la collaboration qui doit exister entre le Parlement et l'exécutif pour des sujets aussi essentiels que celui dont nous venons de traiter.

En conclusion, monsieur le président, je voudrais dire un mot sur les méthodes de travail. Il est certain, et votre assemblée l'a souligné à maintes reprises par la bouche de son président ou de tel ou tel de ses membres ou rapporteurs, que ce projet a été traité grâce à une activité particulièrement assidue et efficace des parlementaires, dans des conditions qu'ils sont fondés à considérer comme regrettables.

Il était néanmoins souhaitable d'aller aussi vite que possible, car nous devons maintenant préparer un grand nombre de textes d'application, pour lesquels d'ailleurs les présidents et rapporteurs seront consultés, ainsi que M. le secrétaire d'Etat l'a dit, et quand je dis « consultés », ce n'est pas simplement pour information, mais, véritablement, pour avis et discussion. Tout cela doit être prêt pour une mise en œuvre du projet le 1^{er} janvier 1975, ce qui, bien entendu, suppose que tout le monde soit mobilisé pour l'élaboration des textes d'application, d'où la nécessité d'aller dans cette affaire aussi rapidement que possible.

Cela nous a conduits, bien sûr, à des séances de travail pénibles et longues. Je voudrais, si vous me le permettez, exprimer la reconnaissance et les remerciements du Gouvernement à tous ceux qui se sont associés à cette procédure et d'abord, bien sûr, au président de la commission des affaires culturelles, M. Louis Gros, et à son rapporteur, qui a fait un travail tout à fait remarquable dans des conditions extrêmement difficiles, M. Mi-roudot ; mais aussi, bien sûr, au président de la commission des finances, M. Edouard Bonnefous, qui a eu le même rôle, et au rapporteur pour avis, M. Diligent, dont l'action sur l'ensemble de ces textes a été extrêmement positive, et je dirai même déterminante sur des points essentiels.

Je voudrais remercier tous les sénateurs qui, au mépris de leurs engagements, notamment de leurs obligations, sur le plan départemental et national, et également au mépris de l'usure de leurs forces physiques, ont été si nombreux jusqu'à la fin de ce débat pour permettre à la procédure d'arriver à son terme.

Enfin, je voudrais que ces remerciements et toute ma reconnaissance aillent à ceux sans lesquels rien, en réalité, ne pourrait se faire, c'est-à-dire aux personnels du Sénat et de l'Assemblée nationale qui, pendant toute cette période, par un travail de jour et de nuit, ont permis au Parlement et au Gouvernement de travailler dans un minimum de clarté.

Tels sont, monsieur le président, les sentiments du Gouvernement à la suite de la réunion de la commission mixte paritaire. Au terme de ce débat fondamental qui est un prélude à une action administrative importante, à laquelle le Parlement sera, sans aucun doute, concrètement associé, je souhaite très vivement que ce texte, assorti des quatre amendements du Gouvernement, soit maintenant adopté. (*Applaudissements à droite, au centre et sur certaines travées à gauche.*)

M. le président. Monsieur le Premier ministre, le Sénat est sensible aux sentiments que vous venez de lui exprimer.

Il a voulu démontrer, dans ces circonstances difficiles, sa volonté d'accomplir un travail législatif soigné et de qualité. Il souhaiterait simplement que, lors de la session budgétaire, les conditions de travail soient beaucoup plus favorables. (*Applaudissements sur de nombreuses travées.*)

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires culturelles.

M. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, vous le savez mieux que quiconque, nous venons de passer deux, trois ou quatre jours d'un travail dont la forme et les conditions ont été souvent rappelées et critiquées.

M. le Premier ministre vient de vous expliquer les raisons de ce travail intense. Lorsqu'on fournit un effort, l'essentiel, me semble-t-il, ce n'est pas la fatigue qui peut en résulter, ce n'est même pas l'inconfort au moment où on le fournit, c'est de savoir s'il a été utile et suivi d'un résultat.

Or, mes chers collègues — je parle sous le contrôle de ceux qui siègent depuis longtemps dans cette assemblée — nous avons connu, en ce qui concerne la collaboration du Sénat avec le Gouvernement, l'audience du Sénat auprès du Gouvernement, le rôle du Sénat dans l'œuvre législative — permettez à un ancien, monsieur le Premier ministre de vous le dire — une certaine traversée du désert. Après ces derniers jours, cette traversée du désert se termine peut-être, sans doute par une pente quelque peu abrupte en ce sens qu'elle a entraîné quelque fatigue, et nous sommes véritablement entrés dans une période de collaboration, de concertation. J'éprouve, mes chers collègues, une très grande satisfaction.

Nous avons étudié, peut-être dans de mauvaises conditions c'est vrai, un projet de loi difficile, sur un sujet épineux, important, d'actualité et nous avons beaucoup travaillé, puisque nous avons examiné 180 amendements environ. Nous les avons examinés au rythme habituel de nos travaux, c'est-à-dire avec attention, sérieux, sans parti pris, sans le moindre sectarisme.

Aujourd'hui, nous pouvons estimer — notre rapporteur vous l'a dit tout à l'heure et M. le Premier ministre vient de le confirmer — que notre travail a été utile et nous pouvons nous en réjouir. En commission mixte paritaire, nous avons convaincu de la qualité d'un nombre important de nos amendements, non seulement nos collègues députés, mais aussi le Gouvernement, puisqu'il en a retenu la majeure partie. C'est cela, je crois, la véritable œuvre législative, c'est cela vraiment la collaboration entre le Gouvernement et le Parlement, entre l'exécutif et le législatif.

Il fallait le dire, en quelques mots seulement étant donné l'heure et le jour, et nous en réjouir.

Monsieur le Premier ministre, vous nous avez remercié. En montant à cette tribune, j'avais évidemment l'intention d'en faire de même, mais faut-il le remercier quelqu'un qui a exigé de vous un travail pénible ? (*Sourires.*) Oui, sûrement, si le travail a été fructueux, et c'est bien le cas.

Néanmoins, fatalement, dans une œuvre commune de deux Assemblées et du Gouvernement, quelques retouches doivent être faites et il ne faut pas s'en offusquer. Quels sont les amendements qui nous sont proposés aujourd'hui ?

Monsieur le Premier ministre, vous nous avez dit que le premier d'entre eux était de pure forme. Effectivement, à une heure avancée de la nuit, nous avons laissé passer dans le texte de l'article 4, à propos des orchestres, une référence à l'O. R. T. F., alors qu'à l'article 1^{er} nous l'avions supprimée. Permettez-moi cependant de vous faire remarquer, monsieur le Premier ministre, que, cet amendement voté, il ne restera pas grand-chose et simplement la mention que la société nationale « assure la gestion et le développement des orchestres », ce qui peut concerner n'importe quel orchestre. Néanmoins, votre intention est évidente, il s'agit des orchestres de l'ex-O. R. T. F., cela ne fait pas de doute, non d'orchestres anonymes, et c'est bien ainsi que nous l'entendons. (*M. le Premier ministre fait un signe d'assentiment.*)

Mais il est un domaine beaucoup plus important, celui des recettes de la publicité, et nous n'allons pas reprendre toute la discussion, dont vous vous souvenez, et qui tendait à savoir si les 33 p. 100 de ceci étaient plus ou moins importants que les 25 p. 100 de cela.

Hier soir, convaincue par la démonstration du Premier ministre, notre assemblée avait voté le texte même que le Gouvernement nous propose aujourd'hui à nouveau par amendement, puisque la commission mixte paritaire a voulu, dans sa majorité, retourner au texte voté par l'Assemblée nationale.

On ne nous demande pas aujourd'hui de nous déjuger, mais au contraire de voter de nouveau ce que nous avons voté il y a quelques heures. Ce point ne mérite pas une longue discussion. Je pense que le Sénat acceptera.

Les deux autres amendements concernent, mes chers collègues, la présence de parlementaires dans les conseils d'administration de l'établissement public et des sociétés nationales de programme. Vous avez encore présentes à l'esprit, je suppose, les observations des uns et des autres. A ce sujet il y avait ceux qui étaient partisans d'une représentation parlementaire assez étoffée et — je parle sous le contrôle de M. de Montalembert et de M. Chauvin — ceux qui se demandaient si véritablement la présence de parlementaires, dans ces conseils d'administration, étaient une chose souhaitable ou non. Y seront-ils au titre de l'opinion, de leur assemblée ? Nous ne le savons pas exactement et le Gouvernement revient à son texte d'origine, c'est-à-dire à la présence d'un parlementaire.

Je crois, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, que la présence de ce parlementaire est, pour les anciens, un peu angoissante, un peu critiquable. Nous nous demandons comment ce parlementaire va devenir l'administrateur effectif d'une société dans le conseil d'administration de laquelle il siègera et où il prendra des responsabilités. Est-ce vraiment son rôle, alors que la fonction d'un parlementaire consiste surtout à être un contrôleur et un législateur ? Mais, je crois que c'est une innovation qui n'est pas mauvaise en soi et qu'il faut faire, je n'ose pas le dire, ce « pari ». Que représentera ce parlementaire ? L'opinion publique ? L'Assemblée ? Lui-même ? Quoi qu'il en soit, il apportera sa connaissance de la chose publique. Cet apport n'est peut-être pas mauvais.

Le nombre de parlementaires siégeant au conseil d'administration importe peu dès l'instant que nous avons reçu de M. le Premier ministre l'assurance que leur choix se fera en fait au niveau des bureaux des deux assemblées qui composent le Parlement français. Par ailleurs, ce que nous avons toujours souhaité, c'est que soit faite au sein de chaque société une répartition honnête entre la majorité et l'opposition. Tout cela est parfaitement possible. Il ne faut pas s'enfermer dans un juridisme trop formel. Il faut être pragmatique et je crois que les bureaux des assemblées trouveront la formule qu'il faut.

Vous savez, mes chers collègues, que notre règlement prévoit que nous devons statuer par un vote unique sur les amendements du Gouvernement. Alors, ce n'est que mon opinion personnelle, il faut nous souvenir que l'avis de notre assemblée a été souvent suivi. Nous ne devons pas avoir ce petit réflexe de vanité du droit d'auteur. L'ensemble du projet de loi formant un tout cohérent, je souhaite que notre assemblée, achevant véritablement et couronnant l'œuvre qu'elle a faite pendant ces quelques jours de travail, accepte les amendements proposés par le Gouvernement.

Cette loi que nous allons voter et qui est, on l'a dit hier, un peu un pari sur l'avenir — nous croyons tout savoir sur l'audio-visuel et sur la radio, mais ce n'est pas vrai, car nous sommes au début d'une ère nouvelle — cette loi permettra probablement de nous diriger vers une maîtrise — c'est cela qui est important — de ces moyens nouveaux. Je souhaite donc que le Sénat vote le texte qui nous vient de l'Assemblée nationale. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à Mme Lagatu.

Mme Catherine Lagatu. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, lors de la discussion générale, nous avons affirmé que cet Office, que l'on vient de démanteler, souffrait essentiellement d'un manque de démocratie.

L'orientation de notre bataille d'amendements a été, tout au long de ce débat, double. Nous avons cherché à étendre au maximum les dispositions démocratiques du projet. Nous avons essayé de défendre au mieux les droits des personnels, tant de métropole que des départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer.

Nous avons le sentiment d'avoir contribué à modifier, dans un sens légèrement positif, le monstre que vous nous aviez présenté. C'était encore trop. Vos amendements, déposés à l'Assemblée nationale, puis dans notre assemblée, tendent, à notre avis, à réduire, à restreindre ce que nous avions arraché au cours de nos longues séances diurnes et nocturnes.

Votre démarche ne nous étonne pas. M. le secrétaire d'Etat nous a dit hier qu'il comptait sur notre fatigue de la nuit pour donner un rythme plus rapide à la discussion, rythme tel, sans doute, qu'il aurait nui à la qualité de notre vigilance.

Battu sur certains points en commission, battu sur certains points en séance, battu sur certains points en commission mixte paritaire, vous avez déposé quatre amendements que nous pourrions qualifier d'amendements de la revanche.

Ils tendent à supprimer des dispositions que notre assemblée a voulu plus démocratiques. Ils tendent à donner plus de possibilités aux sociétés privées. Moins de parlementaires, plus de publicité ; atteinte à la représentation démocratique du personnel ; atteinte à la vie et au développement des orchestres car la suppression du sigle O. R. T. F. vous laisse les mains libres. On nous avait dit, de plusieurs sources, que le Gouvernement ne céderait pas sur les orchestres. On le vérifie aujourd'hui, à moins que vous ne vouliez bien ajouter par exemple les deux lettres « ex » devant O. R. T. F. et rendre ainsi clair ce que vous nous avez dit être un amendement de pure forme.

Vos amendements ôtent un peu plus vite et un peu mieux le masque sous lequel vous avanciez. Les personnels et le pays vous condamneront ainsi avec une conviction et une force plus grandes.

Quant à nous, notre bataille continue. Nous allons nous battre contre vos amendements, convaincus que tel est notre devoir. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. Jacques Habert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, permettez-moi d'exprimer ma surprise devant l'intervention de notre collègue, porte-parole du groupe communiste. Je n'ai nul engagement politique, et je ne représente aucun groupe. Je suis l'un des obscurs, des sans-grade qui siègent ici depuis vingt-sept heures, puisque j'ai le privilège avec sept ou huit de mes collègues d'appartenir à la commission des affaires culturelles, d'avoir assisté à toutes les séances, d'avoir fait partie de la commission mixte paritaire. J'ai participé à quelque cent quatre-vingts votes et à dix-huits scrutins publics, sans compter tous les choix que nous avons eu à faire au sein de la commission à laquelle nous appartenons.

Eh bien, après un tel effort, nous avons l'impression que nous n'avons pas fait un mauvais travail. J'ai noté, en effet, un certain nombre de points sur lesquels nous avons obtenu satisfaction, dans la discussion de ce projet de loi.

Je pense d'abord au renforcement des pouvoirs de la délégation parlementaire, à l'augmentation du nombre de ses membres, à la création d'un institut de l'audiovisuel, à l'énumération des catégories de recettes de l'établissement public de diffusion.

Je pense ensuite à l'affirmation inscrite dans la loi, selon laquelle la mission de la radiotélévision française ne concerne pas seulement l'hexagone, mais aussi l'étranger — ce qui me semble extrêmement important — à la coordination et à l'harmonisation des programmes, aux nombreuses améliorations d'ordre social que le nouveau texte apporte à la lutte contre certaines nuisances.

Je songe enfin à la présence d'élus locaux choisis au sein des conseils généraux, au temps d'antenne égal pour les groupes de la majorité et de l'opposition — ce qui me paraît être, de la part du Gouvernement, une concession très significative — aux dispositions prises pour la limitation de la publicité et aux promesses que M. le Premier ministre a bien voulu nous faire à cet égard en séance publique.

Tout cela est important ; mais ce qui est peut être plus important encore, c'est l'esprit nouveau qui s'est manifesté au cours de ces débats.

Esprit nouveau, en particulier à la commission mixte paritaire dans nos rapports avec nos collègues députés : j'ai assisté à d'autres commissions paritaires, mais c'est la première fois que je vois tant de coopération et de compréhension.

Esprit nouveau également dans nos rapports avec le Gouvernement : nous avons sans cesse été en dialogue avec lui au cours de ces derniers jours et je remarque surtout qu'il a accepté — ce qui marque son désir d'ouverture — de nombreux amendements qui n'allaient pas toujours dans le sens de ses désirs initiaux.

Par conséquent il faut, je crois, à l'issue de ce débat, constater un changement.

Ce changement s'est traduit de plusieurs façons à l'occasion du marathon qui a été imposé au Sénat, et en particulier dans le climat qui a été instauré. Un esprit nouveau, je le répète pour le souligner — et ce sera ma conclusion — s'est manifesté dans les rapports entre le Gouvernement et notre assemblée. Nous nous en félicitons, car cet esprit qui nous a permis un travail constructif est marqué par un libéralisme clairement exprimé qui, je le crois, va vraiment dans le sens de la démocratie. (*Applaudissements à droite, au centre et sur quelques travées à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Filippi.

M. Jean Filippi. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, nous avons eu sommeil et nous commençons à avoir faim. Je serai donc très bref. (*Sourires.*)

Le texte élaboré par la commission mixte paritaire me paraît bon dans ses modalités. La philosophie du projet n'est pas la mienne. Par conséquent, je ne suis pas favorable au projet.

Mais je dois avouer que le travail de la commission mixte paritaire, sous l'impulsion essentielle, d'ailleurs, de cette assemblée à été bon.

Maintenant viennent les quatre amendements du Gouvernement. Vous allez sans doute demander un vote bloqué.

M. le président. Il est de droit.

M. Jean Filippi. J'espère que mon ignorance du règlement prendra bientôt fin. (*Sourires.*)

Cela dit, je ne comprends pas l'amendement déposé à l'article 7.

Le texte initial prévoyait un parlementaire et le texte de la commission mixte paritaire, deux. Vous voulez revenir à un. Vous avez dit que cela constituerait une sorte de minorité de blocage. Je ne vois pas pourquoi un parlementaire sur sept fait une minorité de blocage. A ma connaissance, ce conseil se prononce à la majorité simple.

Pour la désignation de ce parlementaire, vous aurez le choix entre la majorité et l'opposition, entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Et vous allez nous désigner par des « navettes ». Il serait beaucoup plus simple de revenir au chiffre de deux.

Au surplus, vous nous avez dit qu'il devait y avoir une alternance : tantôt un député, tantôt un sénateur, tantôt un membre de la majorité, tantôt un membre de l'opposition. Comment ces membres du conseil d'administration, qui resteront peu de temps en place, pourront-ils avoir le moindre poids ?

Autrement dit, je ne vois pas pourquoi, après nous avoir fait faire un marathon, vous voulez maintenant que nous fassions une course par relais. (*Sourires.*)

M. le président. La parole est à M. Lamousse.

M. Georges Lamousse. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, je voudrais, très brièvement, vous exposer les raisons du vote du groupe socialiste. Nous ne pouvons pas nous associer à la confiance qui sera sans doute, manifestée au Gouvernement par la majorité de cette assemblée, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, ce projet de loi nous a été présenté dans des conditions de hâte et de précipitation qui n'ont pas permis au Parlement de discuter avec la minutie, le sérieux et le temps — que rien ne remplace — que méritaient l'ampleur, la complexité et l'importance d'un tel projet.

J'ai dit, hier, que l'O.R.T.F. était probablement un domaine aussi important pour l'avenir de la nation et pour la détermination de notre jeunesse de demain que l'éducation nationale. Manifestement, un domaine comme celui de l'éducation nationale demande beaucoup de temps pour mettre au point les structures et les méthodes de son efficacité, et nous n'avons pas eu, à beaucoup près, un temps comparable pour traiter de ce sujet.

En second lieu, personne n'a pu nous indiquer précisément les motifs réels de cette réforme. Seule, au cours de la récente campagne présidentielle, une volonté de changement s'est affirmée de cette façon-là pour donner une satisfaction de principe à l'opinion publique. Nous pensons que cette situation est illusoire. On n'a pas pu non plus nous expliquer d'une façon précise les maux réels auxquels cette réforme voulait mettre fin ni les remèdes bien définis qu'on veut leur apporter. Enfin, on ne nous a pas indiqué où cette réforme pouvait nous conduire.

Elle ne correspond pas à notre conception parce que nous pensons que l'O.R.T.F. doit être un grand service public à la disposition de la seule nation et non d'un parti politique, non d'une fraction, quelle que soit sa couleur. Mais il doit être chargé d'une triple mission, celle de distraire, au meilleur sens du mot, c'est-à-dire sans tomber dans la vulgarité, la médiocrité et la bassesse, celle d'informer de la façon la plus objective, c'est-à-dire avec le seul souci du respect de la vérité — qui est l'une des formes du respect de la personne humaine et l'un des fondements les plus importants d'une démocratie réelle — enfin celle d'élever la culture publique à un niveau qui soit digne de la tradition de la civilisation française, qui assure à la France dans le monde la place qui doit être la sienne, qui soit également digne du message que le monde attend d'elle.

Notre position hostile au texte ne nous empêche nullement de rendre hommage, monsieur le Premier ministre, à la courtoisie dont vous avez fait preuve à notre égard et que nous avons beaucoup appréciée, et à vos fréquentes venues devant notre assemblée. Nous disons cependant, avec autant de courtoisie, mais avec fermeté, que nous ne pouvons pas nous associer à la confiance qui va sans doute vous être accordée par la majorité de l'assemblée.

Vous avez parlé du droit de l'opposition ; vous voyez que je termine sur un point de convergence entre nous car, sur ce point au moins, nous sommes tout à fait d'accord.

M. le président. La parole est à M. Chauvin.

M. Adolphe Chauvin. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, le groupe de l'union centriste des démocrates de progrès apportera ses suffrages au texte qui nous est présenté. Est-ce à dire qu'il nous donne entièrement satisfaction ? Non, bien sûr, mais nous sommes, cela a été rappelé il y a quelques instants par le président de notre commission des affaires culturelles, aux prises avec un sujet difficile. Nous tâtonnons et je m'imagine, monsieur le Premier ministre, que nous aurons l'occasion de nous revoir et de débattre de cette question encore un certain nombre de fois car des progrès devront être réalisés.

Des techniciens de la radio et de la télévision nous ont laissé entrevoir les progrès considérables que nous allons connaître dans ce domaine, dans les années qui viennent. Nous aurons donc besoin d'adapter le texte.

Je voudrais maintenant vous dire à mon tour, monsieur le Premier ministre, la très grande satisfaction que nous éprouvons du climat dans lequel s'est déroulé ce débat.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage à M. le secrétaire d'Etat... (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) ... pour sa volonté de concertation et pour sa patience, même s'il a souhaité — et c'était bien normal — que nos débats fussent un peu moins longs durant la nuit. Il n'empêche, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous avez vraiment été d'une patience remarquable et que, jusqu'à la fin de la discussion, vous avez manifesté votre volonté de parfaite concertation.

Monsieur le Premier ministre, il vient de vous être dit par un membre de l'opposition, mon ami M. Lamousse, combien nous avons apprécié votre présence dans cet hémicycle. Vous avez dit à la tribune, il y a quelques instants, qu'il n'y avait pas deux sortes de parlementaires et que ceux-ci étaient aussi bien les députés que les sénateurs. Que le Premier ministre soit venu aussi fréquemment parmi nous, croyez bien que nous y avons été tout à fait sensible et cela marque incontestablement un changement. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Vous me permettrez de formuler un vœu ; puisque changement il y a — et M. le président de séance vous l'a demandé, il y a quelques instants — je souhaite qu'il y ait aussi changement dans les méthodes du travail parlementaire.

M. Edouard Bonnefous. Très bien !

M. Adolphe Chauvin. Nous sommes tous prêts à examiner toute formule qui permettrait un travail plus fécond, une meilleure collaboration avec le Gouvernement. Que celui-ci nous fasse des propositions, monsieur le Premier ministre, je suis convaincu que nous sommes prêts à les étudier ! (*Applaudissements sur les mêmes travées.*)

M. le président. La parole est à M. de Bourgoing.

M. Philippe de Bourgoing. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, après ces journées et ces nuits de travail et de fatigue, nous sommes arrivés, ce matin, à une sorte de sérénité dominicale d'où paraît se dégager, pour beaucoup d'entre nous, et même pour ceux qui ne voteront pas le projet, une certaine satisfaction en présence des résultats obtenus grâce au sérieux de nos débats et au climat dans lequel ils se sont déroulés.

C'est pourquoi, confirmant la position que j'ai manifestée il y a quelques heures, je tiens à dire au nom du groupe des républicains indépendants, comme de celui des républicains indépendants d'action sociale, que nous voterons le projet de loi, avec le ferme espoir qu'il contribuera à l'amélioration de ce grand service public au profit des téléspectateurs et des auditeurs et par là même, au prestige de notre pays. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. de Montalembert.

M. Geoffroy de Montalembert. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, comment ne pas se réjouir de l'heureuse fin de nos travaux entamés depuis plusieurs jours ?

Le groupe auquel j'appartiens s'associe aux louanges qui viennent de vous être décernées, monsieur le Premier ministre, et qui ne nous étonnent pas parce que nous vous connaissons depuis longtemps.

Je me réjouis du bon travail qui a été fait et je n'ai rien d'autre à dire que notre satisfaction qui va se matérialiser par le vote unanime de notre groupe. (*Applaudissements sur les travées de l'union des démocrates pour la République, à droite et au centre.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

Je rappelle qu'en application de l'article 42, alinéa 11, du règlement, lorsque le Sénat examine un texte élaboré par une commission mixte paritaire, il se prononce par un seul vote sur l'ensemble du texte en ne retenant que les amendements ayant reçu l'accord du Gouvernement.

Je donne lecture du texte de la commission mixte paritaire.

Article A.

M. le président. « Art. A. — Le service public national de la radiodiffusion-télévision française assume, dans le cadre de sa compétence, la mission de répondre aux besoins et aux aspirations de la population, en ce qui concerne l'information, la communication, la culture, l'éducation, le divertissement et l'ensemble des valeurs de civilisation. Il a pour but de faire prévaloir dans ce domaine le souci exclusif des intérêts généraux de la collectivité.

« Il assure un égal accès à l'expression des principales tendances de pensée et des grands courants de l'opinion. Un temps d'antenne est mis régulièrement à leur disposition.

« Il participe à la diffusion de la culture française dans le monde.

« Ces responsabilités lui font un devoir de veiller à la qualité et à l'illustration de la langue française. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'Office de la radiodiffusion-télévision française est supprimé.

« L'exécution des missions de service public et l'exercice du monopole de la radiodiffusion et de la télévision définis par l'article A ci-dessus et par l'article 2 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972, sont confiés à un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial et à des sociétés nationales dans les conditions fixées par la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 1^{er} bis.

M. le président. « Art. 1^{er} bis. — Il est créé un institut de l'audio-visuel chargé notamment de la conservation des archives, des recherches de création audio-visuelle et de la formation professionnelle.

« Cet institut constitue un établissement public à caractère industriel et commercial. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 1^{er} ter.

M. le président. « Art. 1^{er} ter. — I. — Il est constitué une délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française.

« Cette délégation exerce notamment les missions prévues à l'article 164, paragraphe IV, de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 et reçoit communication des rapports particuliers de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques.

« Elle a pour mission de rendre des avis au Gouvernement dans les conditions suivantes :

a) La délégation est obligatoirement consultée sur les dérogations au monopole prévues à l'article 3, paragraphes 1, 2, et 3, de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972, sur les accords passés par l'établissement public et les sociétés créées par la présente loi concernant la production, la diffusion et la reproduction des émissions et dans les autres cas prévus par la présente loi ;

b) La délégation peut être consultée ou rendre des avis de sa propre initiative dans les domaines concernés par la présente loi.

« II. — La délégation parlementaire comprend :

« — les rapporteurs généraux des commissions des finances des deux assemblées, les rapporteurs spéciaux des mêmes commissions et les rapporteurs des commissions des affaires culturelles chargés de la radiodiffusion et de la télévision ;

« — cinq députés et trois sénateurs désignés de façon à assurer une représentation équilibrée des groupes politiques.

« III. — La délégation établit son règlement intérieur. Elle rend compte de ses activités aux assemblées parlementaires et établit chaque année un rapport qui est déposé sur le bureau des assemblées à l'ouverture de la première session ordinaire. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie administrative et financière, reçoit mission d'assurer la diffusion des programmes de radio et de télévision en France et vers l'étranger, d'organiser, de développer, d'exploiter et d'entretenir les réseaux et installations de diffusion.

« Il a notamment pour mission de créer les équipements nécessaires pour couvrir les zones qui ne peuvent pas encore recevoir les émissions de toutes les sociétés nationales.

« Il procède aux recherches et collabore à la fixation des normes concernant les matériels et les techniques de radiotélévision.

« Le conseil d'administration comprend pour moitié des personnalités représentant l'Etat. Il comprend, d'autre part, deux députés et deux sénateurs, au titre de l'opinion publique, désignés respectivement par les commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que des représentants des sociétés nationales de programme et des représentants du personnel nommés sur des listes de présentation établies par les organisations syndicales représentatives.

« Les membres du conseil d'administration exercent leur mandat pour trois ans. Il peut être mis fin à tout moment au mandat des représentants de l'Etat.

« Le président choisi parmi les membres du conseil d'administration et le directeur général sont nommés pour trois ans par décret en conseil des ministres. »

Par amendement n° 1, le Gouvernement propose de rédiger ainsi le début de la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article :

« Il comprend d'autre part deux parlementaires désignés respectivement par les commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que les représentants des sociétés nationales de programme et deux représentants du personnel de l'établissement nommés sur des listes de présentation établies par les organisations syndicales représentatives. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Les ressources de l'établissement public de diffusion comprennent :

« 1° La rémunération versée par les sociétés nationales de programme pour la diffusion de leurs émissions et la rémunération des services rendus sous quelque forme que ce soit, ainsi que les fonds de concours ;

« 2° Un pourcentage de la redevance pour droit d'usage des postes récepteurs, calculé de façon à permettre progressivement la diffusion des émissions sur l'ensemble du territoire de la République et vers l'étranger ;

« 3° Les produits des emprunts ;

« 4° Les revenus du portefeuille et des participations autorisées ;

« 5° Les subventions de l'Etat ;

« 6° Le produit des dons et legs.

« Le budget de l'établissement est soumis à approbation. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Une société nationale est chargée de la conception et de la programmation des émissions de radio-diffusion.

« Elle produit des émissions et peut céder à des tiers les droits qu'elle possède sur ces émissions.

« Elle assure la gestion et le développement des orchestres de l'O. R. T. F. tant à Paris qu'en province. »

Par amendement n° 4, le Gouvernement propose, au dernier alinéa de cet article, de supprimer les mots : « de l'O. R. T. F. ».

Personne ne demande la parole ?...

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — Trois sociétés nationales sont chargées de la conception et de la programmation des émissions télévisées. Elles produisent des émissions et peuvent céder à des tiers les droits qu'elles possèdent sur celles-ci. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 5 bis.

M. le président. « Art. 5 bis. — Les présidents des sociétés nationales de télévision se réunissent périodiquement pour assurer l'harmonisation des programmes. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — L'une des sociétés nationales réserve une place privilégiée à la programmation des films cinématographiques et à l'organisation d'émissions consacrées à l'expression directe des diverses familles de croyance et de pensée. Elle est chargée de la gestion et du développement des centres régionaux de radio et de télévision.

« Un comité régional consultatif de l'audio-visuel est institué auprès de chaque centre régional de radio et de télévision. Il est composé des personnalités représentatives des principales tendances de pensée et des forces vives concourant à la vie économique, sociale et culturelle de la région. La composition de ces comités est fixée par décret après avis du conseil régional ou des conseils régionaux concernés. Ils comprennent un tiers d'élus locaux choisis par les conseils généraux parmi les maires et les conseillers généraux.

« L'organisme chargé de la radiodiffusion et de la télévision dans les départements et territoires d'outre-mer est rattaché à la société nationale visée au premier alinéa selon des modalités fixées par décret et par le cahier des charges, compte tenu des besoins spécifiques de ces départements et territoires.

« Un comité consultatif des programmes pour les départements et territoires d'outre-mer assiste le président du conseil d'administration. Il est composé de deux membres choisis par chacun des conseils généraux ou assemblées territoriales, de deux personnalités désignées par arrêté ministériel et de deux parlementaires désignés par leur assemblée. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Le conseil d'administration de chaque société comprend huit membres : trois représentants de l'Etat, deux parlementaires désignés respectivement par les commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat, une personnalité de la presse écrite, un représentant du personnel et une personnalité du monde culturel. Pour la société mentionnée à l'article 6, cette personnalité appartient au cinéma.

« Les membres du conseil d'administration exercent leur mandat pour trois ans.

« Le représentant du personnel est nommé sur une liste de présentation établie par les organisations syndicales représentatives du personnel.

« Le président, choisi parmi les membres du conseil d'administration est nommé pour trois ans par décret en conseil des ministres. Il organise la direction et en nomme les membres. »

Par amendement n° 2, le Gouvernement propose de rédiger ainsi le début de l'article :

« Le conseil d'administration de chaque société comprend 6 membres : deux représentants de l'Etat, un parlementaire, une personnalité de la presse écrite, un représentant du personnel et une personnalité du monde culturel. »

Personne ne demande la parole ?...

M. Jean Filippi. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Filippi, contre l'amendement.

M. Jean Filippi. J'aurais été heureux d'apprendre soit de la bouche du Premier ministre, soit de celle du secrétaire d'Etat, comment, avec deux parlementaires au lieu d'un, on parviendra à un blocage. Pourquoi faut-il organiser une telle course de relais de parlementaires à travers les sociétés de programme ?

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Lorsque j'ai parlé d'une sorte de minorité de blocage, je faisais une allusion politique et non pas, bien entendu, une observation d'ordre juridique.

Quant à la course de relais, je ne vois pas très bien à quoi M. le sénateur Filippi fait référence. Les parlementaires qui seront désignés conjointement par l'Assemblée nationale et par le Sénat pour siéger dans ces conseils d'administration le seront pour une durée égale à celle des autres administrateurs, c'est-à-dire pendant trois ans.

M. Jean Filippi. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Filippi.

M. Jean Filippi. Le relais sera moins rapide que dans un relais quatre fois cent mètres mais il faudra tout de même changer tous les trois ans !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — Une société de production placée sous le régime de la législation des sociétés anonymes, sans autre dérogation que celles qui résultent de la présente loi, réalise des productions en film et en vidéo qu'elle commercialise notamment auprès des sociétés de programme.

« Les actions de cette société sont nominatives. Elles ne peuvent être détenues que par l'Etat, d'autres personnes de droit public, des sociétés nationales ou des sociétés d'économie mixte, les capitaux publics devant rester majoritaires.

« Les statuts de la société sont approuvés par décret. La nomination du président et, s'il y a lieu, du directeur général, ainsi que toute augmentation ou diminution du capital et toute cession d'actions sont soumises à l'approbation du Premier ministre ou du membre du Gouvernement délégué par lui à cet effet. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Un cahier des charges arrêté par le Premier ministre ou le ministre délégué par lui fixe, après avis de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française, pour l'établissement public et pour chaque société nationale, à l'exclusion de toute emprise d'intérêts économiques privés, les objectifs à atteindre pour l'accomplissement des missions de service public, notamment le développement des réseaux et le volume minimum d'émissions.

« La société nationale chargée des centres régionaux de radio et de télévision diffusera ses programmes soit sur le réseau de l'ancienne première chaîne, soit sur celui de l'ancienne deuxième chaîne.

« Le cahier des charges détermine leurs obligations au titre de l'information et de la culture conformément aux missions définies à l'article A, notamment par la diffusion d'œuvres lyriques, dramatiques ou musicales, produites par les théâtres, festivals ou entreprises d'action culturelle subventionnées. Il détermine leurs obligations au titre de l'action extérieure et de la coopération.

« Il fait en outre obligation aux sociétés nationales de télévision de favoriser par les moyens qu'elles jugeront appropriés l'invention, la créativité et le renouvellement des programmes.

« Le cahier des charges prévoit un temps minimum d'antenne permettant aux formations politiques et aux organisations professionnelles représentatives de s'exprimer librement.

« Il détermine les règles auxquelles est soumise la publicité dans le respect des limites prévues à l'article 18 et en fixant la proportion maximum de recettes publicitaires pouvant provenir du même annonceur.

« Le cahier des charges fixe la durée et le contrôle de la publicité dans les départements et territoires d'outre-mer. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Le Gouvernement peut, à tout moment, faire programmer et diffuser toutes déclarations ou communications qu'il juge nécessaires. Les émissions sont annoncées comme émanant du Gouvernement.

« Les sociétés nationales sont tenues de produire et de programmer et l'établissement public de diffuser les émissions correspondant aux campagnes électorales. Les prestations fournies à ce titre par les sociétés nationales feront l'objet de dispositions insérées dans les cahiers des charges.

« La radiodiffusion ou la télévision des débats des assemblées parlementaires s'effectue sous le contrôle du bureau de chacune de ces assemblées.

« Un temps d'antenne égal est accordé aux groupes parlementaires de la majorité et à ceux de l'opposition. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 15.

M. le président. « Art. 15. — Chaque année, à l'occasion du vote de la loi de finances, le Parlement, sur le rapport d'un membre de chacune des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ayant les pouvoirs de rapporteur spécial, autorise la perception de la redevance pour droit d'usage des postes de radiodiffusion et de télévision.

« La répartition du produit de la redevance entre l'établissement public et les sociétés nationales, telle qu'elle résulte de l'application des dispositions de l'article 16, est soumise à l'approbation du Parlement.

« Les résultats financiers de l'année précédente, les comptes provisoires de l'établissement public et de chacune des sociétés nationales de programme pour l'année en cours ainsi que le budget et l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'année suivante, accompagné des observations éventuelles du Gouvernement, sont annexés au projet de loi de finances.

« Les cahiers des charges de l'année en cours, les avenants qui en modifient éventuellement les données pour l'année suivante, les observations du Premier ministre ou du ministre délégué par lui à cet effet sur le respect par chaque société des clauses de son cahier sont également annexés au projet de loi de finances.

« Sont aussi annexés le compte d'exploitation, le compte de profits et pertes et le bilan de la société de production. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — La redevance est recouvrée par l'Etat ; le montant des recouvrements est inscrit provisoirement à un compte spécial du Trésor.

« Son montant est réparti annuellement entre les sociétés nationales de programme et l'établissement public en fonction des critères définis par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française. Il est notamment tenu compte, d'une part, des prescriptions des cahiers des charges, de la qualité des émissions et de leur valeur culturelle et, d'autre part, du volume de l'écoute et des recettes propres de la société. Une commission présidée par un magistrat de la Cour des comptes assure cette répartition. »

Personne ne demande la parole ? ...

Article 18.

M. le président. « Art. 18. — La durée et la répartition des émissions publicitaires et le volume des recettes correspondantes doivent demeurer compatibles avec les missions définies à l'article A ci-dessus ; le volume global des recettes publicitaires ne devra pas dépasser 33 p. 100 du montant de la redevance. Les cahiers des charges fixent les modalités d'application de cette disposition et notamment la proportion du temps d'antenne qui peut être consacrée aux émissions publicitaires.

« Toutefois, pour l'exercice 1975, le montant global des recettes provenant de la publicité de marques ne pourra excéder celui prévu, pour l'année considérée, en exécution du contrat de programme conclu en 1971 entre l'Etat et l'O.R.T.F.

« La régie française de publicité assurera le contrôle et l'exécution de ces dispositions. »

Par amendement n° 3, le Gouvernement propose :

I. — De rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa :

« La proportion des recettes provenant de la publicité de marques ne pourra excéder globalement 25 p. 100 du total des ressources des organismes énumérés à l'article 1^{er} de la présente loi. »

II. — De supprimer le deuxième alinéa du présent article.

Personne ne demande la parole ?...

Article 18 bis.

M. le président. « Art. 18 bis. — Lorsque l'édification d'un immeuble de grande hauteur ou d'un groupe d'immeubles nuira à la réception des programmes de télévision par les locataires et copropriétaires du voisinage, les promoteurs devront faire installer à leurs frais une antenne réémettrice de télévision ou assurer par tout autre moyen technique la réception normale des émissions de télévision aux habitants du voisinage. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 18 ter.

M. le président. « Art. 18 ter. Le contrôle de la commission de la vérification des comptes des entreprises publiques s'étend à l'établissement public et aux sociétés créées par la présente loi ainsi qu'à leurs filiales et sous-filiales. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 19.

M. le président. « Art. 19. — Le personnel de l'établissement public de diffusion est soumis à un statut établi par décret en Conseil d'Etat.

« Les personnels de chacune des sociétés sont régis par des conventions collectives.

« Le statut de l'établissement public et les conventions collectives conclues entre les partenaires sociaux ne pourront porter atteinte aux droits acquis des travailleurs en matière de salaire, de maladie, d'accident du travail. L'ancienneté de service acquise par les agents de l'O.R.T.F. sera reconnue dans l'établissement public et les sociétés, notamment en matière de licenciement.

« L'établissement public et les sociétés prendront les dispositions nécessaires pour affilier les agents qui leur sont affectés à des régimes de retraite complémentaire.

« Les dispositions de cet article sont applicables aux personnels des départements et territoires d'outre-mer. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 20.

M. le président. « Art. 20. — En cas de cessation concertée du travail, la continuité des éléments du service nécessaires à l'accomplissement des missions définies à l'article A ci-dessus doit être assurée par l'établissement public de diffusion et par les sociétés nationales de programme. Le président de chaque organisme désigne les catégories de personnel ou les agents qui doivent demeurer en fonctions. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 22.

M. le président. « Art. 22. — Les fonctionnaires et, sous réserve des dispositions de l'article 23, les agents statutaires à temps complet du service de la redevance, en fonction au 31 décembre 1974, sont à cette date pris en charge par l'Etat. Ils conservent le bénéfice de leur statut jusqu'à une date fixée par décret. Ce décret précise les conditions dans lesquelles il sera procédé à leur intégration dans des corps de fonctionnaires de l'Etat ou d'autres établissements ou collectivités publics, sans qu'il puisse être porté atteinte à leurs droits acquis en matière d'ancienneté de service, tant en métropole que dans les départements et territoires d'outre-mer. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 23.

M. le président. « Art. 23. — Les agents relevant des statuts de l'Office âgés de soixante ans et plus au 31 décembre 1974, sont mis, à cette date, en position spéciale. Cette position leur assure une rémunération assimilée à un salaire et revalorisée en fonction de l'évolution des salaires, équivalente au total de la pension et, le cas échéant, de la ou des retraites complémentaires auxquelles ils auraient pu prétendre s'ils avaient poursuivi leur activité jusqu'à la limite d'âge prévue par les textes qui leur sont actuellement applicables.

« Dans les mêmes conditions, les agents relevant des statuts de l'Office, âgés de cinquante-cinq ans ou plus au 31 décembre 1974 pourront, sur leur demande, être mis en position spéciale.

« Les dispositions du premier alinéa ne sont applicables ni aux agents ayant des parents à charge, ni aux agents ayant des enfants à charge au sens de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale ou au titre de l'impôt sur le revenu. Ceux-ci seront, sur leur demande, maintenus en activité aussi longtemps qu'ils auront des enfants à charge, et, au plus tard, jusqu'à ce qu'ils atteignent la limite d'âge prévue par les textes qui leur sont actuellement applicables. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 24.

M. le président. « Art. 24. — La répartition des personnels pris en charge par les divers établissements et sociétés est effectuée, compte tenu des besoins de ces organismes, par décision du président-directeur général de l'Office, après avis d'une commission présidée par un membre des juridictions administratives et comprenant les représentants de l'établissement public et des sociétés, de l'O. R. T. F. ainsi que les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales représentatives.

« Sous réserve des dispositions des articles 21 à 23, les personnels non affectés dans l'un de ces organismes pourront, s'ils en font la demande avant le 31 décembre 1974, être reclassés dans une administration de l'Etat, d'une autre collectivité publique, des établissements ou entreprises publics.

« S'ils ne présentent pas cette demande, une indemnité de licenciement leur est automatiquement attribuée au 31 décembre 1974. Cette indemnité est égale à celle qui était prévue par les statuts qui leur étaient applicables. Pour les agents ayant au moins cinq ans de service au 31 décembre 1974, cette indemnité n'est pas inférieure à un an de traitement.

« Les agents qui présentent une demande de reclassement continuent à percevoir leur traitement jusqu'à la date à laquelle ils sont reclassés et, au plus tard, jusqu'au 30 juin 1975.

« Des propositions de reclassement tenant compte de leurs qualifications professionnelles leur seront faites. Les agents qui auraient refusé trois propositions seront licenciés et percevront automatiquement l'indemnité de licenciement.

« Les agents qui, ayant présenté cette demande, n'ont pas été reclassés au 1^{er} juillet 1975, se voient automatiquement attribuer une indemnité de licenciement conformément aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article, déduction faite des émoluments versés en application de l'alinéa 4.

« Les dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 ne sont pas applicables, sauf demande expresse de leur part, aux agents déportés et internés de la Résistance, aux agents déportés et internés politiques, aux agents titulaires de la carte du combat-

tant volontaire de la Résistance, aux agents dont les services de la Résistance ont été validés par la loi du 26 septembre 1951, aux agents ayant appartenu aux Forces françaises libres, aux anciens combattants titulaires de la croix de guerre et aux grands invalides de guerre. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 25.

M. le président. « Art. 25. — Les agents pris en charge par l'établissement ou les sociétés restent jusqu'à l'élaboration des statuts ou conventions prévues à l'article 19 et, au plus tard jusqu'au 31 décembre 1975, régis par les dispositions qui leur sont actuellement applicables. L'organisme d'affectation est substitué à l'Office dans les droits et obligations à l'égard de ces personnels. »

Personne ne demande la parole ?...

Article 27.

M. le président. « Art. 27. — Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application de la présente loi.

« La date d'effet de l'article 1^{er}, ainsi que celle des transferts du personnel et des biens, droits et obligations, sont fixées au 1^{er} janvier 1975. Toutefois, l'O. R. T. F. peut conserver la responsabilité des programmes jusqu'au premier lundi de janvier 1975.

« Les articles 3, 4, 8 et 10, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 4 février 1959 et les articles 2, 3, 8, 13 (modifié) et 16 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 sont maintenus en vigueur. Les autres dispositions de ces textes sont abrogées à compter du 1^{er} janvier 1975. »

Personne ne demande la parole ?...

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à Mme Lagatu, pour explication de vote.

Mme Catherine Lagatu. M. le Premier ministre ne sera pas étonné en nous entendant exprimer nos sentiments à visage découvert tels que nous les ressentons, tels qu'ils inspireront nos luttes de demain. C'est pour nous un souci de vérité et d'honnêteté vis-à-vis du Gouvernement, vis-à-vis de l'ensemble des parlementaires, vis-à-vis du pays.

Une bataille s'achève, une autre commence dès aujourd'hui. Elle mettra en jeu toutes les forces vives de la Nation. Ces forces ont pour elles l'avenir. A terme, beaucoup plus tôt qu'on ne le pense, la France gagnera la bataille d'une information, d'une culture démocratique et de qualité et nous y aiderons. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi dans la rédaction proposée par la commission mixte paritaire, modifiée par les amendements présentés par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(*Il est procédé au comptage des votes.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 72 :

Nombre des votants	274
Nombre des suffrages exprimés	267
Majorité absolue des suffrages exprimés..	134

Pour l'adoption	180
Contre	87

Le Sénat a adopté.

— 5 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Etienne Dailly une proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 24 de la Constitution.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 291, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

— 6 —

CLOTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

M. le président. Je donne maintenant lecture du décret du 28 juillet 1974 portant clôture de la session extraordinaire du Parlement :

« Le Président de la République,
« Sur le rapport du Premier ministre,
« Vu les articles 29 et 30 de la Constitution,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — La session extraordinaire du Parlement est close.

« Art. 2. — Le Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret. »

« Fait à Paris, le 28 juillet 1974.

« VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

« Par le Président de la République,

« Le Premier ministre,

« JACQUES CHIRAC. »

Acte est donné de la communication dont je viens de donner lecture.

En conséquence, je déclare close la session extraordinaire ouverte le 23 juillet 1974.

La séance est levée.

(*La séance est levée à treize heures dix minutes.*)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
RAOUL JOURON.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA
séance du dimanche 28 juillet 1974.

SCRUTIN (N° 72)

Sur l'ensemble du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (texte élaboré par la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n°s 1, 2, 3 et 4 du Gouvernement) (vote unique en application de l'article 42, 7° alinéa du règlement).

Nombre des votants..... 272
Nombre des suffrages exprimés..... 266
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 134

Pour l'adoption..... 178
Contre 88

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

<p>MM. Hubert d'Andigné. Jean Auburtin. Jean Bac. Jean de Bagneux. Octave Bajeux. Pierre Barbier. Hamadou Barkat Gourat. Edmond Barrachin. Maurice Bayrou. Joseph Beaujannot. Jean Bénard Mousseaux. Jean Bertaud. Jean Berthoin. Jean-Pierre Blanc. Jean-Pierre Blanchet. Maurice Blin. Raymond Boin. Edouard Bonnefous. Eugène Bonnet. Roland Boscary-Monsservin. Charles Bosson. Pierre Bouneau. Amédée Bouquerel. Philippe de Bourgoing. Jean-Eric Bousch. Robert Bouvard. Jacques Boyer-Andrivet. Jacques Braconnier. Pierre Brun (Seine-et-Marne). Raymond Brun (Gironde). Robert Bruyneel. Paul Caron. Pierre Carous. Maurice Carrier. Jean Cauchon. Léon Chambaretaud. Adolphe Chauvin. Pierre de Chevigny. Jean Cluzel. Henri Collette. André Colin (Finistère). Jean Colin (Essonne). Jean Collery. Francisque Collomb. Jacques Coudert. Louis Courroy. Mme Suzanne Crémieux. Pierre Croze.</p>	<p>Etienne Dailly. Claudius Delorme. Jacques Descours Desacres. Jean Desmarests. Henri Desseigne. Gilbert Devèze. Paul Driant. Hector Dubois. Baptiste Dufeu. Charles Durand (Cher). Hubert Durand (Vendée). Yves Durand (Vendée). François Duval. Fernand Esseul. Yves Estève. Charles Ferrant. Jean Fleury. Marcel Fortier. André Fosset. Henri Fournis. Jean Francou. Henri Fréville. Lucien Gautier (Maine-et-Loire). Jacques Genton. Jean-Marie Girault (Calvados). Victor Golvan. Edouard Grangier. Jean Gravier (Jura). Robert Gravier (Meurthe-et-Moselle). Louis Gros. Paul Guillard. Paul Guillaumot. Jacques Habert. Baudoin de Haute-Elocque. Jacques Henriet. Gustave Héon. Roger Houdet. Alfred Isautier. René Jager. Pierre Jourdan. Léon Jozeau-Marigné. Louis Jung. Michel Kauffmann. Alfred Kieffer. Michel Kistler. Pierre Labonde. Jean de Lachomette. Henri Lafleur.</p>	<p>Maurice Lalloy. Marcel Lambert. Emmanuel Lartigue. Charles Laurent-Thouvery. Arthur Lavy. Jean Legaret. Modeste Legouez. Edouard Le Jeune. Marcel Lemaire. Bernard Lemarié. Robert Liot. Georges Lombard. Ladislav du Luart. Marcel Lucotte. Paul Malassagne. Georges Marie-Anne. Louis Marre. Louis Martin (Loire). Pierre Marzin. Michel Maurice-Bokanowski. Jacques Maury. Jacques Ménard. André Messager. Jean Mézard. André Mignot. Paul Minot. Michel Miroudot. Max Monichon. René Monory. Claude Mont. Geoffroy de Montalembert. Lucien de Montigny. André Morice. Jean Natali. Marcel Nuninger. Louis Orvoen. Mlle Odette Pagani. Francis Palmero. Sosefo Makape Papilio. Henri Parisot. Paul Pelleray. Jacques Pelletier. Lucien Perdereau. Guy Petit. André Picard. Jean-François Pintat. Henri Prêtre. Pierre Prost. André Robineau. Joseph Raybaud. Georges Repiquet. Ernest Reptin. Paul Ribeyre.</p>
---	---	---

Victor Robini.
René Rollin.
Eugène Romaine.
Jules Roujon.
Roland Ruet.
Jean Sauvage.
Edmond Sauvageot.
Mlle Gabrielle Scellier.
Pierre Schiélé.

François Schleiter.
Robert Schmitt.
Henri Sibor.
Albert Sirgue.
Michel Sordel.
Robert Soudant.
Bernard Talon.
Henri Terré.
René Tinant.
René Touzet.

René Travert.
Raoul Vadepiéd.
Amédée Valeau.
Jacques Vassor.
Jean-Louis Vigier.
Joseph Voyant.
Raymond de Wazières.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Ont voté contre :

MM.
Charles Alliès.
Auguste Amic.
Antoine Andrieux.
André Aubry.
Clément Balestra.
André Barroux.
Auguste Billiemaz.
Serge Boucheny.
Pierre Bourda.
Marcel Brégégère.
Louis Brives.
Pierre Brousse (Hérault).
Henri Caillavet.
Jacques Carat.
Marcel Champeix.
Fernand Chatelain.
Félix Ciccolini.
Georges Cogniot.
Antoine Courrière.
Maurice Coutrot.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
René Debesson.
Emile Didier.
Jacques Duclos.
Emile Durieux.
Jacques Eberhard.

Léon Eeckhoutte.
Pierre de Félice.
Jean Filippi.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier (Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.
François Giacobbi.
Pierre Giraud (Paris).
Mme Marie-Thérèse Goutmann.
Lucien Grand.
Léon-Jean Grégory.
Marcel Guislain.
Raymond Guyot.
Henri Henneguella.
Maxime Javelly.
Jean Lacaze.
Robert Lacoste.
Mme Catherine Lagatu.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Robert Laucournet.
Fernand Lefort.
Léandre Létouquart.
Jean Lhospiéd.
Pierre Mailhe.
Pierre Marcilhacy.
Marcel Mathy.

André Méric.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Josy-Auguste Moinet.
Gabriel Montpiéd.
Michel Moreigne.
Louis Namy.
Jean Nayrou.
Gaston Pams.
Guy Pascaud.
Albert Pen.
Jean Périard.
Raoul Perpère.
Maurice Pic.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Fernand Poignant.
Mlle Irma Rapuzzi.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Abel Sempé.
Edouard Soldani.
Marcel Souquet.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
Henri Tournan.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Hector Viron.
Emile Vivier.

Se sont abstenus :

MM.
Charles Cathala.
André Diligent.

Louis de la Forest.
Léopold Heder.

Marcel Martin (Meurthe-et-Moselle).
Dominique Pado.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Jean-Marie Bouloux.
Martial Brousse (Meuse).

Michel Chauty.
Yvon Coudé du Foresto.
Mme Brigitte Gros.

Saïd Mohamed Jaffar El-Amdjade.
Pouvanaa Oopa Tetuaapua.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre Christian Taittinger, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote : (Art. 63 et 64 du règlement.)

M. Lucien Perdereau à M. Max Monichon.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 274
Nombre des suffrages exprimés..... 267
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 134
Pour l'adoption..... 180
Contre 87

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.